



## LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: LUNDI 18 JUILLET 2016

Après l'ouverture de la réunion ministérielle, lundi, les participants à l'édition 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) ont examiné les "Principaux messages de la première semaine du FPHN: notre point de départ". Cela a été suivi par des discours et un groupe de discussions en rapport avec le thème de la réunion, «Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière», portant sur les questions suivantes: "Atteindre les plus vulnérables", "Défis des pays en situation particulière" et "Déblocage des moyens de mise en œuvre (MMCE) pour les Objectifs de développement durable (ODD) et la création d'un environnement favorable". Un débat général a eu lieu à la fin de la journée, avec des déclarations des États membres, des groupes de pays et des parties prenantes.

### L'OUVERTURE

Oh Joon, président du Conseil économique et social (ECOSOC) et représentant permanent de la République de Corée, a présidé cette session. Il a souligné les défis consistant à déterminer et à atteindre ceux qui ont été laissés derrière, et à assurer des avancées. Il a exhorté les États membres à prendre les "pépites d'innovation" partagées par d'autres pays et à les mouler à leurs contextes locaux.

Mogens Lykkesøft, Président de l'Assemblée générale de l'ONU, a appelé les États membres à utiliser pleinement le potentiel du FPHN, et a encouragé la lutte contre les causes profondes des problèmes actuels, tels que l'inégalité, l'exclusion et le chômage des jeunes.

Le vice-secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a appelé au partage d'expériences et de leadership transformatif, assurant les États membres de l'appui du système des Nations Unies.

### PRINCIPAUX MESSAGES DE LA PREMIÈRE SEMAINE DU FPHN: NOTRE POINT DE DÉPART

Cette session a été présidée par le président de l'ECOSOC, Oh Joon. Parmi les principaux résultats des discussions de la semaine précédente, Jürg Lauber, représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a souligné la nécessité de: renforcer les instituts nationaux de statistique; d'atteindre les plus marginalisés en premier; de revitaliser le partenariat mondial; la coopération, la science, la technologie et l'innovation (STI); et le Rapport mondial du développement durable de 2019 pour le traitement des questions émergentes et des goulots d'étranglement.

Héctor Alejandro Palma Cerna, représentant permanent adjoint du Honduras auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a souligné, entre autres, la nécessité: de générer l'appropriation des ODD par les niveaux national et communautaire; d'intégrer le Programme de développement durable d'ici 2030 dans les plans nationaux et infranationaux; d'impliquer les gouvernements locaux et infranationaux; d'impliquer les parties prenantes; de relever les défis posés aux pays en situation particulière; de travailler avec les instances régionales; et d'assurer des communications nationales volontaires (CNV), solides et participatives.

### LES ALLOCUTIONS LIMINAIRES

Au cours d'une session présidée par le Président de l'ECOSOC, Oh Joon, Erna Solberg, premier ministre de la Norvège, a déclaré que les ODD traitent des causes profondes des défis rencontrés par le monde, et leur réalisation constitue la tâche la plus importante de notre génération.

Dang Thi Ngoc Thinh, vice-président du Viet-Nam, a souligné la nécessité d'une forte volonté politique et d'une évolution vers une démarche interconnectée, interdépendante et holistique du développement.

### ATTEINDRE LES PLUS VULNÉRABLES

Cette session a également été présidée par le président de l'ECOSOC, Oh Joon, et modérée par Guy Ryder, Organisation Internationale du Travail.

Le conférencier Hugo Roger Martínez Bonilla, ministre des Affaires étrangères du Salvador, a déclaré que son pays est pionnier dans la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030, de par le traitement de l'inégalité et de la vulnérabilité à travers la politique publique, et ce, en dépit de nombreux défis.

Encourageant le placement d'un accent prononcé sur les jeunes et les migrants, parmi ceux qui sont restés derrière, le conférencier Shahidul Haque, ministre des affaires étrangères du Bangladesh, a souligné le potentiel des stratégies d'inclusion financière pour l'autonomisation de ces groupes.

La conférencière Rita Schwarzelühr-Sutter, ministre fédéral de l'environnement, de la préservation de la Nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire, Allemagne, a encouragé la protection sociale pour les personnes les plus exposées à des risques, et l'utilisation des budgets publics pour réduire les disparités, à travers, par exemple, la réforme des subventions accordées aux combustibles fossiles.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © [enb@iisd.org](mailto:enb@iisd.org) a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <[pam@iisd.org](mailto:pam@iisd.org)>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB présent au FPHN 2016 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <[anju@iisd.org](mailto:anju@iisd.org)>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Christian Friis Bach, Commission économique européenne, a appelé à coupler les médias sociaux et la technologie avec les ODD pour améliorer le suivi.

Notant que "ne laisser personne derrière" est une promesse relevant des droits humains, la commentatrice Kate Gilmore, haut commissaire adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, a appelé à une large participation et à l'accès aux processus décisionnels et à la désagrégation des données pour trouver ceux qui ont été laissés derrière.

Au cours du débat qui a suivi, le délégué des PAYS-BAS a souligné que la mondialisation sera en péril si elle ne profite pas à tous. Le KENYA a déclaré que la constitution du pays, la répartition des revenus, le modèle Vision 2030 et la gouvernance décentralisée aident à atteindre les personnes les plus marginalisées. Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a recommandé l'inclusion d'indicateurs applicables aux sols, aux territoires et aux ressources naturelles. Le VIET-NAM a décrit les efforts fournis pour renforcer les systèmes de protection sociale. Le délégué du secteur COMMERCE ET INDUSTRIE a souligné l'importance de l'eau potable pour la réalisation des ODD. Le PANAMA a souligné la nécessité, pour les pays, de définir la vulnérabilité et la pauvreté, et d'intégrer l'interculturalité dans les interventions sociales.

La THAÏLANDE a déclaré qu'une philosophie de "suffisance économique" a permis au pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et guiderait son travail pour la réalisation des ODD. Le ROYAUME-UNI a souligné l'importance du traitement des défis posés dans les domaines de la parité, du handicap et des données. Le délégué de l'ILE MAURICE a parlé du Registre social du pays visant à permettre la prise de mesures politiques ciblées et à garantir que personne ne soit laissé derrière.

Dans ses remarques de clôture, Schwarzelühr-Sutter a souligné les efforts fournis par l'Allemagne dans l'examen des conséquences planétaires des mesures nationales. Haque a déclaré que les relations avec les personnes vulnérables doivent être fondées sur les droits de l'homme et non sur la charité. Bonilla a appelé à des résultats concrets et pas seulement des déclarations de bonnes intentions.

### **LES DÉFIS DES PAYS DANS LES SITUATIONS PARTICULIÈRES**

Cette session a été présidée par le président de l'ECOSOC, Oh Joon. Dans son discours, Tawakkol Abdel-Salam Karman, Prix Nobel de la paix en 2011, a présenté la volonté de réaliser, comme étant une exigence clé pour les ODD, et a déclaré que les considérations nationales ne doivent pas devenir une justification pour la non réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le modérateur Gyan Chandra Acharya, haut représentant des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral (PDSL) et des petits États insulaires en développement (PEID), a souligné la reconnaissance des défis multidimensionnels posés aux pays en situation particulière, dans le Programme de développement durable d'ici 2030, et a appelé à la cohérence avec les programmes d'action d'Istanbul et de Vienne et avec la SAMOA Pathway.

Álvaro García, Office de la planification et du budget de la présidence, Uruguay, a présenté la gouvernance, les indicateurs, l'affectation de fonds au suivi des résultats, et les mécanismes de dialogue social, comme étant autant d'éléments cruciaux pour la réalisation des ODD.

Helen Clark, Programme des Nations Unies pour le développement, a appelé à des efforts visant à lutter contre les déterminants sociaux de la vulnérabilité; au soutien à la collecte de données de référence; et à des partenariats pour permettre la pleine participation de ceux restés derrière.

Dame Meg Taylor, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, a appelé à la définition du terme "fragilité" en rapport avec l'intégration des effets climatiques, et a présenté ses réflexions sur l'aide internationale.

Ricardo Cardona, ministre du développement social, Honduras, a souligné les efforts de son pays visant à concrétiser les ODD, et a souligné la nécessité de la réalisation des engagements pris pour le Financement du Développement (FdD).

Karina Gould, secrétaire parlementaire pour le développement international, Canada, a indiqué que le Canada est en train de recentrer sa politique d'aide internationale pour atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables, et a souligné l'importance de l'égalité entre les sexes pour parvenir à la paix, à la prospérité et à des solutions durables.

Shamshad Akhtar, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, a donné un aperçu des défis auxquels sont confrontés de nombreux pays d'Afrique et d'Asie-Pacifique en particulier, et des efforts fournis par les commissions régionales pour les relever.

Au cours du débat qui a suivi, l'ITALIE a encouragé le traitement des causes profondes dans les pays en situation particulière, pour faire face à la crise des réfugiés et a annoncé l'engagement du pays de tripler son budget actuel de l'aide, en 2018. Le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a appelé au placement d'un accent adéquat sur les PEID au cours des discussions du FPHN. La THAÏLANDE, parlant au nom du G-77/Chine, a souligné l'objectif sur l'éradication de la pauvreté du Programme de développement durable d'ici 2030. La ZAMBIE a appelé à l'investissement dans les infrastructures de transport. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a souligné la nécessité des communications et du suivi. Le PANAMA a décrit la récente expansion du canal de Panama visant à étendre ses avantages à d'autres parties du pays.

En résumé, García a souligné l'intégration de la parité hommes-femmes dans le budget quinquennal de l'Uruguay. Clark a mis en exergue l'éducation, l'accès à tous les services et l'égalité des droits pour les femmes. Taylor a décrit les efforts fournis dans des PEID du Pacifique pour l'autonomisation des femmes.

### **LE DÉBLOCAGE DES MMCE POUR LA RÉALISATION DES ODD ET LA CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE**

Cette session a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Cerna, qui a présenté les résultats de l'édition 2016 du Forum de l'ECOSOC sur le FdD. Il a déclaré que le Forum a reconnu le lien étroit entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba, et s'est félicité de la démarche de suivi recommandée par le Groupe de travail interinstitutionnel sur le FdD.

Le modérateur Ardalan Shekarabi, ministre de l'administration publique, Suède, a demandé aux intervenants d'aborder les voies et moyens de mobiliser le financement, les STI et le renforcement des capacités, et les perspectives concernant les MMCE.

Neven Mimica, Commissaire européen pour la coopération internationale et le développement, a appelé à une utilisation plus intelligente de l'aide au développement (APD) à travers

le recours à des instruments adaptés aux contextes locaux; à l'amélioration de la mobilisation des ressources par la lutte contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites; et à la promotion de l'efficacité du développement en favorisant la coordination.

Michelle Muschett, vice-ministre du développement social, Panama, a déclaré que son pays a adopté le Programme de développement durable d'ici 2030, par décret présidentiel, a créé, pour le suivi, une commission impliquant la société civile, et a attribué les responsabilités au sein du gouvernement.

Soulignant les défis posés à l'environnement macroéconomique mondial, Mahmoud Mohieldin, Banque mondiale, a souligné l'importance des données et des partenariats avec le secteur privé et la société civile pour compléter la mobilisation des ressources et le soutien international.

Axel Bertuch-Samuels, Fonds monétaire international, a souligné les efforts fournis par son organisation pour soutenir le Programme de développement durable d'ici 2030, y compris l'amélioration de l'accès aux ressources à des conditions concessionnelles et l'assistance technique aux réformes fiscales.

Douglas Frantz, Organisation pour la coopération et le développement économique, a déclaré que l'augmentation de 4% de l'aide bilatérale, de la part des membres, pour les pays les plus pauvres en 2015 était "vitale, mais insuffisante", et a souligné que de petites aides peuvent débloquer des milliards.

Vaughan Turekian, conseiller scientifique et technologique auprès du Secrétaire d'État américain, a déclaré que les scientifiques, les innovateurs et les ingénieurs font partie intégrante de la réalisation des ODD, et a qualifié le Forum des STI d'étape importante pour la participation de ces communautés.

La THAÏLANDE, parlant au nom du G-77/Chine, a appelé à des réformes contre les déséquilibres et la discrimination du système de commerce mondial. Le VIET-NAM a indiqué que des ressources financières sécurisées sont nécessaires aux pays pour la réalisation d'un environnement favorable à l'implication du secteur privé. Le délégué de l'ÎLE MAURICE a appelé à un soutien par des MMCE sur-mesure, pour les pays à revenu intermédiaire (PRI). Le NIGERIA a déclaré que les voix des pauvres et des plus vulnérables doivent être entendues pour faire du développement durable. Le délégué des SYNDICATS des TRAVAILLEURS a souhaité en apprendre davantage sur les outils utilisés par les pays pour honorer leurs engagements et sur le degré de transparence de ces outils.

Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a appelé à un prix sur les impacts sociaux et environnementaux négatifs. Le porte-parole des ONG a appelé à la mobilisation de ressources des riches et non des pauvres; et a affirmé que des environnements favorables ne sauraient être créés si des écologistes et des militantes sont "réduits au silence, criminalisés et assassinés".

En résumé, Mimica a déclaré que l'UE aspire à être non seulement le plus grand fournisseur d'APD, mais aussi le meilleur.

Dans le débat qui a suivi, le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'AOSIS, a souligné l'importance de l'ODD 17 (Les partenariats) pour les PEID. Muschett, avec Turekian, a souligné l'importance d'impliquer les Jeunes qui grandiront et hériteront des ODD. Elle a également souligné l'importance de disposer de données solides et de mécanismes d'échange d'expériences. Turekian a mis en exergue l'investissement dans les STI.

Frantz a déclaré que le manque de données ne doit pas servir d'excuse à l'inaction. Mohieldin a souligné les avantages de la réforme fiscale nationale et la nécessité de renforcer les systèmes statistiques nationaux. Parlant des impacts économiques positifs de l'autonomisation des femmes, Bertuch-Samuels a exhorté l'octroi d'une attention à la qualité des politiques.

## LE DÉBAT GÉNÉRAL

Le président de l'ECOSOC, Oh Joon, a présidé le débat général. Le représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'ONU, parlant au nom du G-77/Chine, a souligné l'importance d'améliorer la cohérence dans le soutien du Programme de développement durable d'ici 2030, et a mis en exergue la philosophie de la suffisance économique pour la promotion d'un état d'esprit en faveur de la durabilité.

Le commissaire européen pour la coopération et le développement international, parlant au nom de l'UE, a exhorté la prise de décision participative à tous les niveaux, la lutte contre l'inégalité hommes-femmes, et le traitement des causes profondes de la migration "irrégulière".

Le ministre de l'économie, du plan et du développement, République Dominicaine, parlant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CEALC), a souligné les résultats du quatrième Sommet de la CEALC, et a signalé que la Colombie, le Mexique et le Venezuela ont élaboré leurs CNV. Le ministre des Affaires étrangères du Bangladesh, parlant au nom des PMA, a souligné que la Commission de statistique des Nations Unies n'a pas intégré de manière adéquate tous les indicateurs concernant les PMA; a exhorté le Forum sur le FdD à examiner les questions relatives aux PMA; et a appelé le système de l'ECOSOC à mettre en application le Programme d'action d'Istanbul.

Le secrétaire permanent du Cabinet Office de la Zambie, parlant au nom des PDSL, a souligné la nécessité d'une cohérence dans la mise en œuvre et le suivi entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et le Programme d'action de Vienne. Le Président du Parlement de Fidji, parlant au nom des 12 PEID du Pacifique, a souligné l'importance de l'accroissement de l'ambition concernant l'atténuation des effets du changement climatique et du financement de la résilience, et l'impératif de veiller à la bonne santé des océans.

Le représentant permanent de la Tunisie auprès de l'ONU, parlant au nom du Groupe africain, a souligné la complémentarité entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et le Programme de développement durable d'ici 2063, et la nécessité d'un programme de conscientisation de MMCE ambitieux pour la réalisation des deux Programmes.

Le Représentant permanent adjoint de la République de Trinité-et-Tobago, parlant au nom de la Communauté des Caraïbes, a parlé de la dette élevée de la région comme étant un défi posé à la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le ministre du développement durable et de la faune, Sri Lanka, parlant au nom du Groupe des 15, a déclaré que les partenariats mondiaux devraient être intensifiés pour aider les PMA.

Le ministre de l'environnement et de l'énergie, Costa Rica, parlant au nom du groupe des pays aux vues similaires, partisans des PRI, a appelé à des plans d'action à l'échelle des instances institutionnelles et de l'ensemble du système de l'ONU en faveur des PRI.

Le représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'ONU, parlant au nom du Forum des îles du Pacifique, a déclaré que des institutions fortes, la mobilisation des ressources, des rétributions justes pour les ressources halieutiques et des partenariats authentiques constituent des catalyseurs essentiels pour les ODD.

Le ministre du développement durable et de la faune, Sri Lanka, a parlé du cadre juridique et institutionnel de son pays pour le développement durable, y compris la conduite d'audits de développement durable.

Mettant en relief le rôle essentiel des océans pour les États insulaires, le ministre de l'environnement et de l'énergie, Maldives, a souligné l'importance de l'utilisation durable des ressources en vue d'améliorer les moyens de subsistance.

Le ministre du développement, des projets stratégiques et de la cohésion, Slovaquie, a parlé du cadre stratégique intégré mis en place par son pays pour le développement durable et a indiqué que les ODD doivent être connectés à des contextes locaux.

Le ministre du développement durable, de l'économie et de la promotion des investissements et des prévisions budgétaires, Gabon, a mis l'accent sur la feuille de route de son pays pour la réalisation des ODD, assortie d'un processus consultatif qui rassemble les diverses parties prenantes.

Qualifiant les ODD de feuille de route pour un avenir juste, durable et prospère, le ministre de l'environnement, de la Lituanie, a souligné la cohérence et l'intégration des politiques pour en atteindre le plein potentiel.

Le ministre du développement et de l'insertion sociale, Honduras, a souligné entre autres, la nécessité de renforcer la paix universelle et a parlé des défis auxquels sont confrontés les PRI.

Le secrétaire du Cabinet, Ministère de la dévolution et de la planification, Kenya, a mis en exergue le processus d'intégration des ODD dans les plans nationaux du Kenya et a déclaré que les capacités nationales dans les systèmes d'information statistique et géo-spatiale doivent être renforcées.

Frederick Musiwa Makamure Shava, représentant permanent du Zimbabwe auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a présidé le reste de la session.

Le ministre de l'Économie et de la planification de Madagascar a décrit les efforts nationaux pour la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030 et a appelé à un partenariat international plus engagé permettant d'aller de l'avant. Le ministre de la planification et de la coopération internationale, Guinée, a déclaré que la crise de l'Ebola a servi de rappel de la nécessité de devenir véritablement résilient, et a invité d'autres pays à contribuer aux efforts de rétablissement post-Ebola.

Le vice-ministre de la planification, de l'évaluation et du développement régional, Mexique, a déclaré que le regroupement thématique des ODD à des fins pratiques ne doit pas être interprété comme donnant une priorité à un objectif au détriment d'un autre ou d'un mépris à l'égard des liens qui existent entre eux.

Le sous-secrétaire, Ministère de l'Environnement, des terres et de la mer, Italie, a décrit le travail consistant à renouveler la stratégie de développement durable du pays de manière à répondre aux ODD. Le directeur général adjoint, Autorité nationale de développement économique, Philippines, a décrit les efforts nationaux pour la conduite de consultations, la création d'une vision à long terme et l'édification de l'appropriation des ODD.

Le premier vice-ministre des Affaires étrangères, Géorgie, a mis en exergue les engagements: à intégrer les nouveaux citoyens; à établir l'égalité des sexes; à protéger les droits des personnes handicapées; et à mettre fin aux conflits menant à des déplacements humains forcés. Le directeur de l'Office de la planification et du budget, Uruguay, a déclaré que le pays est en train de concevoir un nouveau système de gouvernance pour la réalisation des ODD.

Le vice-ministre de la planification et de l'investissement, RDP du Laos, a appelé les pays donateurs à honorer leurs engagements en matière de financement.

Le secrétaire parlementaire du ministre du développement international et des affaires mondiales, Canada, a parlé de l'aide fournie par le pays aux populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et a déclaré que l'égalité des sexes serait au "cœur" de la stratégie du Canada dans le domaine de l'aide internationale.

Le sous-ministre des affaires étrangères, Argentine, a souligné l'importance des stratégies nationales pour coordonner les politiques et a indiqué que le suivi est crucial pour la reddition de comptes.

Le sous-secrétaire d'État pour la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères et du commerce, Hongrie, a parlé des liens entre l'Accord de Paris et le Programme de développement durable d'ici 2030, et a appelé à un effort intergouvernemental pour aborder les questions de l'eau au niveau politique.

Le vice-ministre du développement social, Panama, a déclaré que les feuilles de route de développement durable doivent être soutenues par toutes les franges de la société et a appelé à l'analyse des lacunes pour déterminer les priorités et les besoins.

Le directeur général adjoint de l'Unité de planification économique du Cabinet du Premier ministre, Malaisie, a parlé du plan du pays au titre de 2016-2020, qui, a-t-il affirmé, reflète la multi-dimensionnalité des ODD. Le Sous-Secrétaire pour le développement mondial et la coopération, Danemark, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de l'objectif de 0,7% du RNB pour l'APD, avec 0,15 - 0,20% réservés aux PMA, et a exhorté les autres pays à en faire de même.

Signalant que la réalisation du développement durable dans les PRI apporterait une contribution majeure au développement mondial, le chef adjoint du département de la coopération économique et du développement durable, Biélorussie, a appelé à un mécanisme interinstitutionnel de coordination pour ce groupe de pays.

Dans leurs déclarations, nombre d'intervenants ont appelé, entre autres: à un cadre de mise en œuvre fondé sur les droits humains; à la présentation de trois à quatre CNV avant 2030; à des seuils minima de protection sociale; au renforcement des capacités des pays en matière de développement par le biais du transfert de technologies et de la promotion de l'innovation à travers des partenariats multipartites; à placer un accent sur les Enfants; à des initiatives pour sensibiliser aux effets des denrées alimentaires bon marché sur l'environnement; à une participation accrue de la société civile; à la réalisation de familles des ODD; à l'éducation des jeunes et à l'arrêt de l'exclusion; et à l'abolition de l'esclavage moderne.

### **DANS LES COULOIRS**

Lundi, au siège de l'ONU, les couloirs étaient en effervescence en raison de la visite de Stevie Wonder à la salle de l'ECOSOC pour la célébration de la Journée de Madiba (Nelson Mandela). Au sein du Conseil de tutelle où s'est ouverte la réunion ministérielle du FPHN de 2016, il était clair que si le Programme de développement durable d'ici 2030 pouvait être "signé et scellé", il n'était pas encore "livré". La Banque mondiale annonçant une prévision de croissance mondiale réduite et d'autres contraintes budgétaires, plusieurs participants ont présenté leurs réflexions sur le défi posé à la l'injection d'une ambition plus élevée face à la contraction des économies. Le représentant d'une ONG a ironiquement déclaré que "les MMCE sont MIA" (n'existent pas effectivement) et beaucoup ont semblé se demander si "les écrits sur le mur" et "les échelles ne sont pas près de tomber".